

très sérieux dans plusieurs États des Caraïbes, dont la Jamaïque. Nos pays ont déjà reconnu la nécessité d'instaurer entre eux une coopération internationale pour venir à bout de ce grave fléau social et de ses dangereuses ramifications internationales.

De la même façon, nos gouvernements ont reconnu qu'il leur fallait favoriser un développement soutenu s'ils voulaient réussir à se libérer des problèmes qui sévissent dans le Bassin des Caraïbes. Il est admis que la capacité d'un gouvernement d'agir de façon souveraine, en fonction uniquement de l'intérêt national et en accord avec les principes acceptés par la collectivité internationale passe par le développement. Ce dernier réduit la dépendance, ce qui autorise dès lors une plus grande souplesse en matière de politique extérieure. Une croissance et un développement soutenus réduisent les risques d'instabilité et mettent les institutions démocratique locales à l'abri des dangers pouvant résulter des privations et des catastrophes socio-économiques.

Ainsi, nous adoptons des stratégies et des orientations politiques pour atteindre certains objectifs de développement. Mais nos efforts se situent dans un contexte qui évolue rapidement, ce qui risque d'entraver notre poussée, voire de l'annihiler. Le rythme des progrès technologiques et l'évolution de l'environnement économique international posent un défi particulièrement difficile à relever pour les petits États, plus sensibles aux changements. Au nombre des phénomènes qui caractérisent cet environnement en perpétuelle évolution, mentionnons les variations de la demande de produits de base; la mise en place de barrières commerciales protectionnistes par les pays industrialisés qui exigent parallèlement que nous prenions des mesures pour assainir notre économie; la nature du marché financier international et enfin, les progrès incessants réalisés en matière d'échange et de communication des informations. Il est indispensable que nos stratégies de développement tiennent compte de cet environnement mouvant. Nos pays doivent être en mesure de s'adopter rapidement s'ils veulent pouvoir éviter une aggravation de la récession économique et atteindre leurs objectifs de croissance.

Quelles doivent être par conséquent nos priorités en matière de développement d'ici l'an 2000? Sans aller jusqu'à hasarder une quelconque recommandation pour notre région, je pense, d'un façon générale, qu'il convient de poursuivre le processus d'ajustement. Nous devons mettre l'accent sur l'accroissement de la productivité et sur l'emploi d'une technologie qui nous permette d'accroître l'efficacité et de générer d'importants flux commerciaux. L'expansion et l'amélioration de notre base de production et, parallèlement, la réduction de notre dépendance à l'égard des importations, constituent des conditions *sine qua non* de notre développement. Nous devons par ailleurs améliorer notre aptitude à attirer et à garder les investissements tant locaux qu'étrangers. Il nous faut pour cela adopter et mettre en oeuvre des politiques à long terme en vue de préserver et d'accroître la confiance des investisseurs. Or, rien de tout cela ne peut se faire sans stabilité, tant sur le plan intérieur que régional.